

Objectif Oman

Avril 2018



Faits saillants

- Visite en France du Ministre en charge de la zone économique spéciale de Duqm, Yahya Al Jabri
- Le FMI prévoit un moindre déficit en 2018 mais baisse sa prévision de croissance de 3,7 % à 2,1 %
- La Banque Centrale réaffirme l'ancrage OMR/USD et desserre les contraintes macro prudentielles
- Eau : signature du contrat d'IWP de Salalah III remporté par le consortium comportant Veolia
- Electricité : appels à qualification pour une centrale à charbon de 1 200 MW à Duqm
- Hydrocarbures : entrée d'Indian Oil sur le champ pétrolier d'huile lourde de Mukhaizna (bloc 53)

CLIMAT DES AFFAIRES

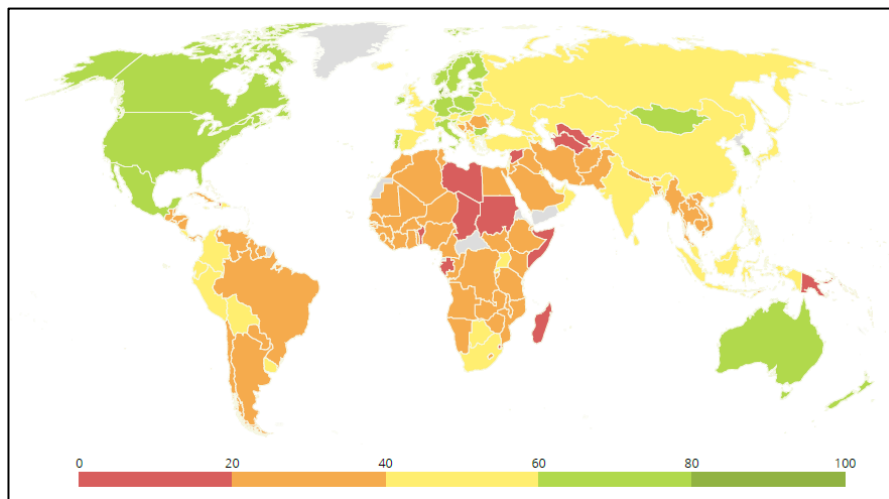
Déplacement en France du Ministre en charge de la zone économique spéciale de Duqm, SE Al Jabri

Les 17-2 avril, en réponse à une invitation du MEDEF International initiée par le Service économique de Mascate, Son Excellence Yahya Al Jabri, Ministre en charge du développement de la zone économique spéciale de Duqm, s'est rendu à Paris, accompagné d'une délégation comprenant notamment les dirigeants de l'établissement public de promotion des investissements industriels (PEIE) et du port de Duqm. Le Ministre s'est entretenu avec la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, Delphine Geny-Stephann, évoquant notamment les projets de raffinerie, de port de pêche et de développements résidentiels et industriels au sein de la zone. Lors d'une réunion *corporate* tenue au siège du MEDEF, la délégation a présenté les projets d'infrastructures sur lesquels pourraient se positionner les entreprises françaises. Lors de cette semaine, la délégation a bénéficié de programmes individualisés organisés par plusieurs grands groupes. Le Président du MEDEF International a annoncé une mission plurisectorielle qui devrait se dérouler au cours du 1^{er} semestre 2019 et intégrer une visite sur Duqm.



Oman progresse de +16 places (au 53^{ème} rang) dans le classement Open Data Inventory

L'ONG américaine *Open Data Watch* a récemment publié son rapport 2017 *Open Data Inventory* sur l'état de l'information statistique publique dans le monde. Prenant en compte à la fois la couverture statistique (démographie, éducation, santé, économie, environnement...) et la fiabilité des données, le rapport place le Danemark en tête du classement (sur 180 pays) avec un indice de 80,2/100, suivi des Pays-Bas (77,5/100) et de la Suède (77,3/100), la France figurant au 33^{ème} rang avec une note de 57,2/100. Le Sultanat d'Oman enregistre une progression de 16 places, au 53^{ème} rang mondial, avec un indice de 50,1/100 contre 41,9/100 en 2016. Au sein du Conseil de Coopération du Golfe, Oman figure derrière les Emirats arabes unis (49^{ème} avec un indice de 51/100) mais devant le Koweït (57^{ème}, 48,2/100), le Qatar (87^{ème}, 37,6/100) et l'Arabie Saoudite (132^{ème}, 29,3/100), Bahreïn n'étant pas couvert par le rapport. Le Sultanat doit sa forte progression à l'amélioration de la fiabilité de ses données statistiques et à l'extension de la couverture, qui reste toutefois insuffisante avec une note de 36/100 (32/100 en 2016). L'amélioration durable du classement d'Oman dans le rapport *Open Data Inventory* demeure cependant freinée par l'absence -délibérée- de publication de plusieurs données essentielles comme le taux de chômage, l'indice d'inégalité de GINI ou la qualité de l'air.



Source : *Open Data Inventory 2017*

Retour sur le 1^{er} Economic and Free Zones Summit marqué par l'annonce d'une 5^{ème} zone spéciale

Un sommet regroupant les dirigeants des 4 zones économiques spéciales (ZES) du Sultanat ainsi que des acteurs du secteur bancaire et de la logistique s'est tenu début avril sous l'égide de la SEZAD, l'autorité en charge du développement de la ZES de Duqm. Apparues au début des années 2010 en Oman, les ZES ont pour objectif d'attirer les investissements étrangers via des avantages spécifiques (100 % d'actionnariat étranger, faibles quotas d'omanisation, fiscalité avantageuse). Les 4 ZES omanaises (Duqm, Sohar, Salalah, Al Mazunah) ne font cependant pas l'objet d'une stratégie nationale toujours cohérente, les objectifs économiques se confondant souvent à des visées plus politiques d'aménagement du territoire. Le statut de ZES pourrait toutefois être étendu à d'autres zones industrielles, au risque de constituer une alternative à la mise en œuvre des réformes structurelles. Une 5^{ème} ZES vient ainsi d'être annoncée dans la future *Khazaen Economic City*, près de Barka, d'une d'envergure relativement modeste (300 M OMR d'investissements initiaux prévus). *Khazaen Economic City*, détenue à 100 % par ASYAD, la *holding* en charge de la logistique, a par ailleurs nommé comme « *Master Developer* » la joint-venture formée par l'*Oman Investment Corporation (OIC)* et l'entreprise saoudienne de construction *MASCO*. Globalement, l'*Economic and Free Zones Summit* a confirmé la prééminence de la ZES de Duqm, qui se démarque sensiblement par ses ambitions en matière d'investissements (représentant près de 40 % du PIB) et le soutien politique fort dont elle bénéficie.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le FMI prévoit un moindre déficit en 2018 mais revoit sa projection de croissance de 3,7 % à 2,1 %

Dans son *World Economic Outlook* d'avril, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance réelle pour le Sultanat en 2018 de 3,7 % (prévision d'automne 2017) à 2,1 % (contre une projection de 3,5 % évoquée début avril par le Ministre du Commerce et de l'Industrie). Cette révision à la baisse est la conséquence du maintien attendu des quotas pétroliers jusqu'à fin 2018, l'effet-prix ne compensant qu'insuffisamment l'effet-volume, et d'une austérité budgétaire plus prononcée que prévue. Point positif, le FMI a revu les prévisions de déficit public de -11,4 % à -5,7 % du PIB dans un contexte de hausse modérée du prix du pétrole (hypothèse d'un prix moyen du *Brent* en 2018 de 62,3 USD). Par voie de conséquence, la dette publique resterait cette année sous le seuil des 50 % du PIB. Le FMI s'inquiète toutefois de la remontée du déficit budgétaire à moyen terme, projeté à -7,2 % en 2023, la poursuite de l'austérité budgétaire et la hausse des recettes attendues (droits d'accises, TVA...) ne compensant pas l'augmentation rapide des versements d'intérêts sur la dette et le repli attendu à moyen terme des prix du pétrole. Les prévisions du FMI en matière de déficits jumeaux pour 2018 divergent cependant sensiblement des estimations d'avril de la Banque mondiale, plus pessimiste quant à la capacité des autorités à réduire les déficits public et courant (respectivement à -11,3 % et -10,4 % du PIB). La Banque mondiale et le FMI s'accordent néanmoins sur la fragilité de la croissance omanaise, liée à la vulnérabilité du Sultanat aux chocs externes que constitueraient une nouvelle chute des cours du pétrole, une remontée trop rapide des taux d'intérêts ou un ralentissement de la demande chinoise. A noter que d'après le FMI, le Sultanat a connu une récession de -0,3 % en 2017 malgré l'effet d'aubaine lié à la crise diplomatique du Golfe.

Prévisions 2018	FMI WEO avril 2018	FMI WEO octobre 2017	Banque mondiale MENA outlook avril 2018
Croissance réelle	+2,1 %	+3,7 %	+2,3 %
Déficit budgétaire (% PIB)	-5,7 %	-11,4 %	-11,3 %
Déficit courant (% PIB)	-6,2 %	-13,2 %	-10,4 %
Dette publique (% PIB)	46,8 %	50,8 %	-
Inflation	+2,5 %	+3,2 %	+2,2 %

La Banque Centrale réaffirme l'ancrage rial/dollar malgré les interrogations pesant sur sa pertinence

Le Président exécutif de la Banque Centrale d'Oman (CBO) a réaffirmé début avril le maintien de la politique de change d'ancrage OMR/USD, se montrant en outre rassurant quant au niveau des réserves de change. Fin janvier, elles s'élevaient à 19,5 Mds USD contre 16,1 Mds USD fin 2017. Selon le Président exécutif de la CBO, elles représenteraient près de 9 mois d'importations de biens, un seuil plus que suffisant pour garantir l'ancrage sur la durée (minimum de 6 mois de couverture requis selon la CBO). La progression des réserves sur la période la plus récente fait suite à l'émission souveraine réussie début janvier de 6,5 Mds USD. La pertinence du maintien de l'ancrage du rial au dollar ne fait cependant pas consensus compte tenu de la dépendance induite de la Banque centrale aux décisions de la FED américaine, illustrée par le mouvement de remontée des taux potentiellement préjudiciable à la croissance omanaise. Certains économistes estiment ainsi que l'élargissement de l'ancrage à un panier de devises offrirait davantage d'autonomie à la CBO pour adapter sa politique monétaire aux besoins de l'économie. De façon plus spécifique, la récente décision de la Bourse internationale de l'énergie de Shanghai de lancer des contrats à terme sur le pétrole libellés en yuans pourrait inciter les autorités à considérer l'établissement d'un panier de devises de référence intégrant le yuan, et ce d'autant plus si la devise chinoise venait à s'imposer comme monnaie de réserve. Actuellement, 70 % des ventes omanaises de pétrole brut sont dirigées vers la Chine.

La Banque Centrale desserre les contraintes macro-prudentielles afin d'accroître la liquidité bancaire

Soucieuse de garantir la liquidité du secteur bancaire dans un contexte de remontée des taux, la Banque Centrale a décidé d'assouplir les règles macro-prudentielles de manière à inciter les établissements bancaires à prêter davantage. Après avoir modifié fin mars le calcul de ratios de prêts pour y inclure les opérations interbancaires, la Banque centrale a ainsi abaissé début avril de 12 % à 11 % le ratio de solvabilité minimal (CAR), qui définit la part du capital des banques devant être conservé dans les comptes

pour réduire l'exposition aux risques. La CBO espère que cette décision incitera les banques à prêter davantage même si celles-ci affichent déjà un ratio CAR moyen nettement plus élevé que la limite réglementaire (16,8 % fin 2016). En parallèle, la CBO a annoncé la modification de la limite prudentielle de détention de liquidités en devises étrangères à court-terme (« *liquidity gap* »), destinée à réduire les taux interbancaires, ainsi que l'augmentation du seuil d'exposition des banques aux crédits non-résidents et aux placements à l'étranger. Ces mesures doivent permettre aux banques de mieux optimiser leurs liquidités et par voie de conséquence relancer l'octroi de crédits malgré la dégradation de l'environnement macroéconomique et l'accroissement des coûts de financement.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Eau : signature officielle du contrat d'IWP de Salalah III remporté par le consortium comportant Veolia

Veolia a participé le 18 avril à la signature officielle du contrat IWP (« *Independent Water Producer* ») pour le développement et l'exploitation de l'unité de dessalement par osmose inverse de Salalah III, de 95 000 m³ d'eau, destinée à couvrir les besoins en eau du Dhofar dont la croissance est estimée à +6 % par an sur les 7 prochaines années. *Oman Power and Water Procurement (OPWP)*, l'organisme public en charge de l'approvisionnement en eau du Sultanat, a officiellement attribué le projet au consortium mené par l'entreprise saoudienne *ACWA Power*, en lien avec *Dhofar International Development & Investment Holding*. Actionnaire à hauteur de 35 %, *Veolia*, assurera pendant 20 ans les activités d'opération et de maintenance. Outre la gestion de l'usine de dessalement de Sur et la production d'eau pour le compte de *BP* sur le champ gazier de Khazzan, *Veolia* est présent en Oman à travers *Seureca*, sa branche ingénierie impliquée dans plusieurs projets pour les autorités locales. Le groupe français a par ailleurs été présélectionné en mars 2017 aux côtés de 5 autres sociétés et consortiums pour la construction d'une unité de dessalement à Khasab. Dans le secteur de la gestion des déchets, *Veolia* a remporté en 2017 un contrat de collecte, transport, traitement et recyclage des déchets en joint-venture avec la société locale *Al Ramooz* pour les régions Al Dhahirah et Al Buraimi.

Electricité : publication des appels à qualification pour une centrale à charbon à Duqm (1 200 MW)

OPWP (Oman Power and Water Procurement), l'acheteur unique d'énergie et d'eau au Sultanat, a lancé des appels à qualifications, ouverts jusqu'au 7 juin, pour une centrale à charbon « propre » (dotée d'un système de captage et de stockage de CO₂) d'une capacité de 1 200 MW à Duqm (soit près de 15 % de la capacité nationale actuelle), à laquelle s'ajouteraient 600 MW en 2^{ème} phase de développement. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie de diversification du mix-énergétique, ce projet, d'un coût global estimé à plus de 1,5 Md USD, vise à réduire la dépendance au gaz naturel, qui représente actuellement 97,5 % de l'énergie utilisée pour les centrales électriques omanaises. C'est aussi pour *OPWP* un moyen de tester le marché sur cette énergie. L'étude de faisabilité a été réalisée conjointement par les cabinets britannique *Ernst & Young* (financement), finlandais *Pöyry* (aspect technique) et britannique *Gowling WLG* (juridique). Le contrat serait de type *BOO (Build, Own and Operate)* et entièrement financé par des fonds privés. A terme, le réseau de Duqm, qui dépend actuellement d'une centrale de 67 MW au diesel, devrait être connecté au principal réseau interconnecté (*MIS*) qui couvre tout le Nord d'Oman ainsi qu'à la région du Dhofar afin de créer un réseau national interconnecté de transmission et de distribution d'énergie.

Hydrocarbures : entrée d'Indian Oil sur le champ pétrolier de Mukhaizna (bloc 53) pour 329 M USD

L'entreprise publique indienne *Indian Oil* a annoncé le 5 avril l'acquisition de 17 % du champ de *Mukhaizna* (bloc 53) à *Shell* pour un montant de 329 M USD. Produisant de l'huile lourde à partir d'injection de vapeur, le bloc 53 produit 120 000 barils par jours (b/j), soit 13 % de la production totale du Sultanat. *Indian Oil* rejoint ainsi la *joint-venture* comprenant *Occidental* (45 %), *Oman Oil Company* (20 %), *Liwa* (filiale du groupe émirien *Mubadala*, 15 %), *Total* (2 %) et *Partex* (1 %). L'acquisition du bloc 53, qui fait d'*Indian Oil* la première entreprise indienne sur le segment de l'exploration & production, s'inscrit dans la stratégie d'expansion dans le Golfe d'*Indian Oil* (après un investissement dans la concession *Lower Zakum* à Abu Dhabi et une participation au développement de la raffinerie *Ratmagiri* en Arabie saoudite). A noter que les importations indiennes de pétrole brut en provenance d'Oman ont connu une très forte hausse dans la

période récente, passant de 8 000 b/j en 2016 à 150 000 b/j au T1 2018, faisant de l'Inde le 2^{ème} pays destinataire des ventes de pétrole omanaises en 2017 (10 % du total), toujours loin derrière la Chine (70 %). Dans le but d'accroître la production d'hydrocarbures à moyen-terme, le Ministre du Pétrole et du Gaz a récemment renouvelé son appel aux entreprises indiennes et chinoises, alors que les licences d'exploration-exploitation des 4 blocs mises sur le marché fin 2017 devraient être prochainement octroyées.

Télécommunications : Omantel lève 1,5 Md USD sur les marchés obligataires internationaux

Omantel a émis le 18 avril 1,5 Md USD d'obligations en deux tranches de maturités de 5 et 10 ans pour des montants respectifs de 900 M USD (coupon de 5,625 %) et 600 M USD (coupon de 6,625 %). Souscrite plus de cinq fois, le succès de l'émission confirme l'intérêt persistant pour les marchés émergents en dépit de la remontée des taux américains. Les investisseurs ont particulièrement plébiscité les obligations d'*Omantel*, en position forte dans la région Afrique du Nord Moyen-Orient suite à sa montée dans le capital de *Zain*. Le succès de l'émission assure le refinancement du prêt-relais contracté en novembre 2017 pour mener l'acquisition des parts de l'opérateur koweïtien. *Bank ABC*, *Bank Muscat*, *HSBC* et *Standard Chartered* ont co-dirigé l'opération, *Citi* et *Credit Suisse* assurant le rôle de coordinateurs globaux.

Tourisme : progression de +20 % du nombre de touristes français au Sultanat d'Oman

Le nombre de touristes français en Oman a crû de +21 % en 2017, représentant 50 000 visiteurs, soit 2,6 % du contingent total, plaçant la France au 3^{ème} rang européen derrière l'Allemagne (6 %) et le Royaume-Uni (5 %). Cette forte progression résulte à la fois de la campagne de promotion du Sultanat auprès des opérateurs français (dans un contexte de rejet du tourisme dans les pays arabes « traditionnels » type Tunisie, Maroc, Egypte ou Turquie) et de l'ouverture de clubs tel le *Lookea* à 100 km au nord de Mascate. Le positionnement haut de gamme de la destination Oman, le panier moyen des français atteignant 2 400 € par personne pour un séjour de 7 nuits en moyenne, a particulièrement bénéficié aux tours opérateurs, dont la clientèle française a progressé de +74 % l'an passé. Au total, 1,9 million de touristes étrangers ont visité le Sultanat en 2017, dont 48 % en provenance des autres pays du CCG et 10 % d'Inde. *Colliers International* prévoit une croissance annuelle moyenne de +13 % du nombre de visiteurs étrangers d'ici à 2021.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes, Marine Audras et Louis Mangenot

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>